

CONSTANTINE

Un enfant de 3 ans victime d'un crime crapuleux

La découverte, hier, du corps sans vie de Yasser Djenhi, un enfant de trois ans et demi, 12 heures après sa disparition à l'intérieur de la cage d'escalier du bâtiment où habite son grand-père, a jeté émoi et consternation parmi la population de la nouvelle ville Massinissa dans la daïra d'El-Khroub.

La victime présenterait, selon les premiers éléments d'information, des séquelles d'agression physique voire même d'abus sexuels. Un abominable crime qui a bouleversé le Tout-Constantine, d'autant plus que la région a rarement connu des actes criminels d'une telle atrocité. Les éléments de la Protection civile qui sont intervenus tôt le matin, aux environs de 5h, après avoir été alertés par la famille de la victime, ont transféré son cadavre à la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf d'El-Khroub où il devait être autopsié. La nouvelle a vite fait le tour de la ville de Constantine et la rumeur a eu son lot d'effroi en cette journée marquée par la protestation. Vers 14h chez les grands-parents, la police scientifique opérant encore à la recherche d'indices pouvant faire aboutir l'enquête diligente pour déterminer les circonstances de ce drame. Sa grand-

mère Akila, en charge de Yasser, pleurerait au point de ne plus pouvoir raconter sa disparition aussi subite que tragique. Selon elle, Yasser avait accompagné son grand-père, chauffeur de taxi au marché et au retour à l'heure de l'appel à la prière du crépuscule (18h ou presque), son grand-père a déposé le couffin et est allé garer la voiture au parking. À ce moment-là, Yasser est entré à la maison mais ensuite il a disparu. «Nous faisons le jeûne et nous attendons justement le muezzin pour le rompre. J'ai couru pour le chercher. Tous les voisins sont venus nous apporter assistance afin de retrouver Yasser et nous avons, sitôt, alerté la police et également la Gendarmerie nationale. Ces derniers ont avancé qu'ils ne pouvaient agir que 24 heures après la disparition du gosse. Nous les avons vainement suppliés», a déploré M^{me} Akila. Les voisins et

proches de la victime et même ceux qui habitent loin de la zone A où réside la famille de Yasser sont venus s'enquérir de ses nouvelles. «A quelle heure sera-t-il inhumé ?», demanda un sexagénaire. Sa mère Nawel, 27 ans, femme au foyer, était dans une situation de choc. Elle n'a pas en fait vu son seul fils depuis la nuit de jeudi à vendredi quand elle a passé la soirée avec son mari chez ses beaux-parents.

Elle ne savait pas qu'il allait connaître ce sort dramatique. «Il était insouciant», répliqua-t-elle. Néanmoins, elle demande que justice soit faite. «Que ces criminels soient capturés et condamnés», dira-t-elle.

C'était sa grand-mère d'ailleurs qui avait découvert le cadavre de son petit enfant. «J'ai entendu un bruit à l'extérieur vers 5h 05, exactement. En fait, nous n'avons pas dormi. Les voisins avaient passé la nuit à sa recherche jusqu'à 3h du matin. J'ai laissé la porte du bloc ouverte dans l'espoir de le voir rentrer. J'ai couru pour voir ce qui se passe à l'extérieur du bâtiment. Il n'y avait rien du tout. Au retour, je l'ai aperçu allongé,

le dos au mur juste en bas des escaliers. Il portait tous ses effets sauf les chaussettes. Son pantalon était un peu mouillé et son bonnet couvrait son visage angélique. Son corps était froid. J'ai crié en le prenant dans mes bras. Il était mort. Mais, je n'ai pas pensé qu'il avait subi les affres d'un crime aussi crapuleux parce qu'en levant son cache-nez, je me suis aperçu d'une blessure au niveau de la gorge. Il avait d'autres balafres au menton causées par un objet tranchant. Depuis, nous avons alerté la police qui l'a emmené une heure après, à l'hôpital», dira-t-elle, les larmes aux yeux.

Enfin, à en croire les voisins, le phénomène du kidnapping ne cesse de prendre de l'ampleur ces jours-ci dans cette nouvelle ville de Massinissa. Les rumeurs font état d'une tentative d'enlèvement d'une fillette âgée de 6 ans, il y a 3 jours. D'autres informations parlent même de l'existence d'une bande qui active dans la région, composée entre autres de vieilles femmes et de crapules usant de cagoules et semant la terreur parmi les parents.

L. H.

VENTE DU PAIN

Le contrôle des prix plus rigoureux

Acheter une baguette de pain à 9, 10 ou 11 DA est un fait depuis plusieurs mois dans certaines localités du pays. Des boulangers, irrespectueux de la loi, ont, de leur propre chef, décidé d'en augmenter le prix. Une attitude dénoncée par le comité des boulangers et sévèrement réprimée par le ministère du Commerce.

Meriem Ouyahia – Alger (Le Soir) – Depuis plus de deux ans, le problème du prix de la baguette de pain se pose. De rencontre en rencontre, de promesse en promesse, rien n'a été fait pour régler définitivement cette question. Un diktat qui ne dit pas son nom a été imposé. Des boulangeries ont, de fait, augmenté le prix du pain. Elles ne le cèdent plus à 7,5 DA pour le simple ou à 8,5 DA pour l'amélioré. De plus, le manque de farine sur le marché et sa hausse de prix n'a fait qu'«envenimer» encore plus la situation. Ce qui fera dire au secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans

(UGCAA), Salah Souilah, que les boulangers doivent acheter directement auprès des minoteries cette matière. «Les grossistes sont responsables de cette augmentation des prix et de la spéculation entourant la farine», a-t-il déclaré. De ce fait, les grossistes seront, en d'autres termes, mis en quarantaine par les boulangers. Une décision qui, selon son initiateur, devrait permettre une meilleure maîtrise de la chaîne. Il précise que le plafond de cession aux boulangers à 2 000 DA le quintal n'est pas respecté. En effet, les prix à la production et aux différents stades de la distribution de la farine destinée à la panifica-

tion et aux ménages sont fixés par décret exécutif n° 96-132 du 13 avril 1996. Ce prix est déterminé sur la base d'un prix de cession de 1 285 DA le quintal de blé tendre par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OIAIC) aux minotiers. Le différentiel entre le prix de revient à l'importation du blé tendre et le prix de cession aux minoteries ainsi retenu est couvert par le budget de l'Etat qui consacre annuellement 55 milliards de dinars.

S'agissant du prix de la baguette augmenté unilatéralement par certaines boulangeries, Salah Souilah a décrié cette attitude la qualifiant d'«illé-gale». Il ne manquera pas, toutefois, de rappeler que près de 3 000 boulangeries ont baissé le râteau durant ces dernières années. Près de 14 000 sont en activité. A ce sujet, un recense-

ment des boulangeries ayant cessé leur activité à cause de la rareté de la farine est en cours. Il s'effectue en collaboration avec les services du ministère du Commerce. Ce dernier, à sa tête El Hachemi Djaïboub, a instruit, il y a de cela une semaine, les 48 directions de contrôle de prix d'être plus rigoureux envers les boulangeries. Ces dernières verront même leurs commerces fermés en cas de non-respect du prix réglementaire. A relever qu'une rencontre est prévue pour le 23 janvier. Celle-ci réunira le comité des boulangers et les membres du ministère du Commerce. Ce comité affilié à l'UGCAA proposera une série de mesures à même de permettre aux boulangers de «gagner honnêtement leur vie». Elles s'articuleront autour de la baisse des différentes charges.

M. O.

CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LE LOGEMENT À ORAN

«Le taux d'avancement pour la région ouest est de 47%»

Lors d'une conférence régionale sur le logement ayant regroupé, hier, les directeurs de l'urbanisme de 16 wilayas de l'ouest du pays en présence du ministre de l'Habitat et de la Construction, ce dernier a tenu à préciser que dans le cadre du programme présidentiel visant la construction d'un million de logements, la quote-part de l'Ouest a atteint en 2007 un taux de réalisation de l'ordre de 47%.

Pour ce qui est des 53% restants pour les 16 wilayas de l'Ouest, le ministre fera savoir que les travaux poursuivent leur cours normal. Concernant ses dernières déclarations faites lors de sa visite de travail dans la wilaya de Bouira, le ministre a tenu

à préciser, concernant ses propos quant à atteindre le million de logements au niveau national, «la wilaya de Bouira a connu une insécurité ces derniers temps, toutefois le taux de réalisation en matière de logement a tout de même atteint les 90%. Alors si dans cette wilaya nous avons pu atteindre ce taux, cela est de bon augure pour les autres wilayas du pays». Dans une séance consacrée à l'évaluation de l'état actuel de l'urbanisme et de la construction au niveau des 16 wilayas de l'Ouest, le responsable de la programmation au ministère de l'Habitat a fait savoir, à titre d'exemple, que 52 776 logements dont 27% de type LSP ont été lancés durant l'année dernière au niveau des 16 wilayas de l'Ouest, en indiquant que 74 180

autres seront lancés dans cette même région du pays qui verra la réception durant 2008, de 84 116 logements tous types confondus. Nouredine Moussa a également expliqué que la région Ouest bénéficie, non seulement de logements dans le cadre du million de logements à réaliser jusqu'en 2009, mais également d'un programme additif. Dès lors, au total, les 16 wilayas devraient bénéficier d'environ 391 416 logements, dont 137 639 sont achevés et 157 237 en cours de réalisation. Ceux en voie de lancement totalisent les 96 000 logements. Quant aux prévisions attendues pour cette année 2008, il est retenu le lancement de 61 180 logements.

Amel B.

JOURS DE TOURMENTS
POUR LE FÉDÉRALISME
BELGE

Octopus pour sauver le Royaume

De notre bureau de Bruxelles, Azizou Mokhtari

C'est à un animal non encore répertorié par les scientifiques, invertébré à 8 pattes et survivant grâce seulement à la crise politique et institutionnelle actuelle et dont les jours sont de toutes les façons comptés — il décèdera le 23 mars prochain —, que l'avenir du royaume a été confié.

Octopus est le nom médiatique porté par le groupe des 8, chargé de réfléchir et de faire rapport au roi sur les réformes profondes et, nécessairement, cruelles que la Belgique doit consentir pour sauver la peau du fédéralisme présent.

Les discussions ont commencé, hier, dans l'une des salles du prestigieux et important Sénat. Tous les partis démocratiques du pays représentant tant le nord (néerlandophone, majoritaire) que le sud (francophone, minoritaire), y sont représentés. C'est Yves Leterme, chrétien, démocrate flamand, large vainqueur des législatives de juin dernier, qui préside ce comité de la dernière espérance.

Leterme n'a pas dévoilé, du moins ne l'a-t-il pas dit à la presse, les axes de son plan de sauvetage. Cependant, le programme électoral qu'il a défendu lors du scrutin de l'été dernier, alors qu'il emmenait la liste du cartel CDNV-NVA (chrétiens démocrates, Flamands alliés à un parti nationaliste et séparatiste) ainsi que son propre itinéraire indiquent tout naturellement les pistes qu'il montrera à ces partenaires francophones de l'Octopus.

Renforcement des pouvoirs des régions au détriment de ceux de l'Etat fédéral, notamment en matière sociale et fiscale (impôts sur les sociétés, allocations familiales, pensions)...

Même encadrées par des critères de «convergences» comme l'a souligné l'actuel Premier-ministre, Guy Verhofstadt.

Les mesures ne plaisent pas, alors là, pas du tout aux francophones.

Pour ces derniers, Wallons et Bruxellois, tout chipotage institutionnel touchant à la sécurité sociale ou à l'impôt sur les sociétés ou les revenus reviendrait à mettre un terme au fédéralisme belge.

Ce qui signifierait tout simplement la fin de la Belgique.

Il est vrai que la Flandre, aujourd'hui riche et prospère, est la région européenne la mieux outillée économiquement et où le PIB est l'un des plus élevés au monde.

Ce qui donne des idées séparatistes et/ou largement autonomistes à la majorité des courants de pensée néerlandophones.

Entre autres, celle de jeter par dessus bord, la Wallonie, jadis richissime et portant haut l'étendard de la Belgique, puissance industrielle avérée avec ses immenses gisements houillers et ses charbonnages, francophone devant l'Eternel, mais aujourd'hui, sinistrée, à la traîne en Europe et ne tenant que grâce à l'apport financier de solidarité consenti par le Nord, par la Flandre. Cette perception de l'ordre des choses, même caricaturale à l'extrême, a néanmoins un rôle solide sur lequel s'appuie le nationalisme flamand pour dicter le sens de la marche à suivre.

Les partis démocratiques de Flandre, pour fédéralistes qu'ils puissent être, ne peuvent gagner les élections s'ils ne sur-enrichissent pas sur la question flamande, s'ils ne donnent pas des gages à l'esprit nationaliste ou nationalitaire, vivace ici.

D'où l'immense impasse dans laquelle est aujourd'hui l'Octopus.

Le 23 mars prochain, ce curieux invertébré à 8 pattes devra avoir réussi la réforme ou la Belgique vivra une crise institutionnelle, cette fois-ci mortelle.

A. M.